

DÉCISION DE LA COMMISSION
du
concernant le financement d'un plan global pour les opérations humanitaires sur le budget
des Communautés européennes en
OUGANDA

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CE) No.1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire¹, et notamment les articles 2, 4 et 15 paragraphe 2 s'y rapportant,

Considérant ce qui suit :

- (1) Les progrès accomplis à la suite des pourparlers de paix de Juba ont en grande partie contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire, ont généré un premier processus de retour parmi les 1.500.000 personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda et ont permis une amélioration de leur accès à la terre. Néanmoins, la situation globale reste entièrement dépendante du processus de paix - jusqu'ici peu concluant - processus vis-à-vis duquel les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDIP) vivant dans la région de l'Acholi, restent extrêmement prudentes.
- (2) Depuis juin 2007, dans la région de l'Acholi, 63% des personnes déplacées à l'intérieur du pays (698.000) vivent toujours dans 112 camps ; 32% (359.000) ont été transférées dans 334 nouveaux sites et seulement 5% (55.000) sont retournées dans leur village d'origine. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays devrait augmenter dans les nouveaux sites d'ici la fin de l'année 2007.
- (3) Il est nécessaire de maintenir l'assistance humanitaire afin de venir en aide aux PID vivant dans les camps et de soutenir le processus de retour – tant vers de nouveaux sites que vers les villages d'origine situés dans les régions dévastées par le *Lord Resistance Army*.
- (4) Il est nécessaire de fournir un cadre cohérent d'actions en Ouganda, où la crise humanitaire est de nature à perdurer du fait de son ampleur et de la complexité de la phase de transition actuelle,
- (5) Afin de renforcer l'impact de l'aide humanitaire aux victimes, il est nécessaire de maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain.
- (6) Une évaluation de la situation humanitaire a amené à la conclusion que des opérations d'aide humanitaire devraient être financées par la Communauté pendant une période de 18 mois ;
- (7) Selon les estimations, un montant de 12 millions d'euros au titre de l'article 23 02 01 du budget général de l'Union européenne est nécessaire à la fourniture d'une aide humanitaire à plus de 1,2 million de PID, compte tenu des ressources disponibles, des interventions des autres donateurs et d'autres facteurs ;
- (8) La présente Décision est une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement financier (CE, l'EURATOM) n° 1605/2002², de l'article 90 établissant les modalités pour l'exécution du règlement financier déterminé par le règlement (CE, l'EURATOM) n°

1 - JO L 163 du 2.7.1996, p. 1-6

2 - JO L 248 du 16.9.2002, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 (JO L 390 du 30.12.2006, p. 1) et par Règlement (EC, Euratom) n° 1525/2007 du 17.12.2007, JO L 343, 27.12.2007, p. 9.

2342/2002³, et de l'article 15 des règles internes sur l'exécution du budget général des Communautés européennes⁴.

- (9) Conformément à l'article 17 (paragraphe 3) du règlement (CE) No.1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire, le Comité d'aide humanitaire a émis un avis favorable le 13 décembre 2007.

CONSIDERANT CE QUI SUIT :

Article 1

1. Conformément aux objectifs et orientations générales de l'aide humanitaire, la Commission approuve par la présente un montant total de 12,000,000 millions d'euro en faveur d'opérations d'aide humanitaire (Plan global) déployées en faveur des groupes de population vulnérables touchés par l'insécurité et les aléas climatiques en Ouganda, au titre de la ligne budgétaire **23 02 01** du budget **2008** des Communautés européennes.
2. Conformément aux articles 2 et 4 du règlement (CE) 1257/96 du Conseil, ces opérations humanitaires seront mises en œuvre dans le cadre des objectifs spécifiques suivants:
 - Dans le cadre du retour actuel des populations déplacés internes et de la phase transitoire, l'objectif est de fournir l'aide appropriée aux déplacés qui retournent chez eux, tout en continuant à aider la population la plus vulnérable dans les camps de PDIP, avec les services de base minimaux dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, la santé, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaire, la protection, la formation et l'enseignement.
 - Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales, bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.
 - Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.

Le montant total de cette décision est alloué à ces objectifs.

Article 2

Sans préjuger du recours à la provision pour risque, la Commission peut, en fonction de la situation humanitaire, réaffecter les niveaux de financement prévus pour atteindre l'un des objectifs spécifiques énoncés dans l'article premier (2) à un autre objectif mentionné ci-dessus, à condition que le montant réaffecté ne représente pas plus de 20% du montant total couvert par la présente décision et ne dépasse pas 2.000.000 EUR.

Article 3

1. La durée de mise en oeuvre de cette décision doit être une période maximum de **12** mois, commençant le 1 Janvier 2008.

3 - JO L 357 du 31.12.2002, p.1 règlement modifié en dernier lieu par le règlement de la Commission (EURATOM de la CE) n° 478/2007, JO L 111 du 28.4.2007, p. 13

4 - Décision de la Commission du 21 février 2007, C/2007/513

2. Les dépenses engagées dans le cadre de la présente décision sont éligibles à compter du 1 Janvier 2008.
3. Si les actions envisagées dans la présente décision sont suspendues pour cause de *force majeure* ou en raison de circonstances comparables, la période de suspension ne sera pas prise en considération dans le calcul de la durée de mise en oeuvre de la présente décision.

Article 4

1. La Commission exécute le budget de manière centralisée directement dans ses services ou en gestion conjointe avec des organisations internationales.
2. Les actions financées par cette décision seront mises en oeuvre par les organisations d'aide humanitaire signataires du Contrat Cadre du Partenariat (CCP) ou de l'Accord Cadre CE/NU (FAFA).
3. Considérant les spécificités de l'aide humanitaire, la nature des activités à entreprendre, les contraintes spécifiques d'endroit et le niveau de l'urgence, les activités couvertes par cette décision peuvent être financées intégralement en accord avec l'article 253 des modalités d'exécution du Règlement financier.

Article 5

1. Le montant de 12,000,000 EUR est conditionnée' par la disponibilité des fonds nécessaires dans le cadre du budget général 2008 des Communautés européennes.
2. La présente décision prend effet à la date de son adoption.

Fait à Bruxelles,

Pour la Commission

Membre de la Commission

Annexe : Répartition des fonds par objectif spécifique

Objectifs spécifiques	Montant alloué par objectif spécifique (EUR)
Dans le cadre du retour actuel des populations déplacés internes et de la phase transitoire, l'objectif est de fournir l'aide appropriée aux déplacés qui retournent chez eux, tout en continuant à aider la population la plus vulnérable dans les camps de PDIP, avec les services de base minimaux dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, la santé, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaire, la protection, la formation et l'enseignement.	10.900.000
Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales, bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.	450.000
Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.	150.000
Provision	500.000
TOTAL	12.000.000



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AIDE HUMANITAIRE - ÉCHO

AIDE HUMANITAIRE
aux
populations déplacées et de retour
en
OUGANDA
PLAN GLOBAL 2008

Le Comité d'aide humanitaire - Décembre 2007

Table des matières

Exposé des motifs

	page
1) Résumé analytique	1
2) Contexte et situation	2
2.1.) Contexte général	2
2.2.) Situation actuelle	3
3) Identification et évaluation des besoins humanitaires	6
4) Stratégie proposée par la DG ECHO.....	11
4.1.) Cohérence avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO.....	11
4.2.) Impact de la réponse humanitaire précédente	12
4.3.) Coordination avec les activités d'autres donateurs et institutions	13
4.4.) Évaluation des risques et hypothèses	13
4.5.) Stratégie de la DG ECHO.....	14
4.6.) Durée	20
4.7.) Montant de la décision et matrice de programmation stratégique	20
5.) Evaluation	23
6.) Impact sur le budget	23
7.) Question de gestion	23
Annexes	23
Annexe 1 : Statistiques sur la situation humanitaire	24
Annexe 2 : Carte du pays/des régions et emplacement des opérations de la DG ECHO..	25
Annexe 3 : Liste des opérations précédentes de la DG ECHO.....	26
Annexe 4 : Aperçu des contributions des donateurs.....	27
Annexe 5 : Liste des abréviations	28

1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Après avoir souffert pendant vingt ans d'un conflit prolongé entre le gouvernement ougandais et le LRA (Lord's Resistance Army), le nord de l'Ouganda connaît des besoins humanitaires à grande échelle. La population civile a été victime à la fois des attaques aveugles et des enlèvements de l'LRA et des effets néfastes des représailles du gouvernement. La majorité des habitants des régions septentrionales ont été contraints de fuir leurs habitations à cause des violences de l'LRA ou ont été relogés dans des camps par le gouvernement ougandais. Dans la région la plus touchée de l'Acholi, 90% de la population a été déplacée. Ce déplacement massif a été aggravé par les vols de bétail des Karamojong, qui ont accentué l'insécurité et les déplacements et empêché la réinstallation des personnes déplacées (PID) à l'intérieur du pays. Les aléas climatiques tels que la sécheresse et les inondations, les maladies des cultures et les éruptions volcaniques pourraient aggraver la vulnérabilité de ces populations.

Néanmoins, les pourparlers de paix prometteurs entre le gouvernement ougandais et le LRA, et déjà un an d'interruption des hostilités de la part du LRA, ont largement contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans le nord du pays.

Dans la région de l'Acholi, ces améliorations ont entraîné un premier processus de retour, accélérant la décongestion des camps (initialement composés de 1.500.000 de PID) et contribuant à améliorer l'accès à la terre. Néanmoins, la situation globale reste dépendant totalement des pourparlers de paix de Juba - jusqu'ici peu concluants - vis-à-vis desquels les PID de l'Acholi restent extrêmement prudentes. Depuis juin 2007, dans la région de l'Acholi, 63% des PID (698.000) vivent dans 112 camps ; 32% (359,000) ont été transférés dans 334 nouveaux sites et seulement 5% (55,000) sont rentrés dans leurs villages. Le nombre de PID devrait augmenter dans les nouveaux sites d'ici la fin de l'année 2007.

La plupart des nouveaux sites de retour sont situés dans les communes d'origine ou l'accès à la terre est meilleur pour les rapatriés. La plupart de ces nouveaux sites de retour, souffre d'un manque de services sociaux qui menace les perspectives de stabilité durable pour les habitants. En outre, l'absence d'établissements scolaires et de centres sanitaires dans les nouveaux sites obligent les enfants à poursuivre leur scolarité' dans entraînant ainsi la séparation des familles. Les femmes et les enfants se retrouvent ainsi exposés a des nombreux dangers, y compris la violence faite à l'égard des femmes (Gender Based Violence, GBV) et d'autres formes d'abus et d'exploitation.

En revanche, la situation humanitaire se stabilise dans les camps de l'Acholi, où les organisations internationales ont profité de l'amélioration de la situation sécuritaire pour étendre leur propre champ d'action et pour améliorer la réponse humanitaire.

Dans les sous-régions de Lango (Oyam et Apac), plus de 431.000 PID sont rentrées définitivement dans leurs villages et tentent de reconstruire leurs vies et de reconstituer leurs moyens d'existence. Une enquête menée par « Action contre la Faim »⁵ révèle qu'à Lira, sous-région dans laquelle 95% de la population est rentrée, le taux de la malnutrition globale aiguë (Global Acute Malnutrition, GAM⁶) a augmenté depuis l'année dernière (voir le tableau en note

⁵Enquêtes d'ACF sur la nutrition et la mortalité – Nord de l'Ouganda, avril 2007

⁶Évolution des indicateurs de nutrition dans le district de Lira en 2005-07 (le taux de malnutrition aiguë globale est exprimé en valeur Z, avec un intervalle de confiance de 95%)

Février-05 * (n=965)	Février 05 * (n.965) mai-06 (n=921)		Avril-07 (n=651)
Malnutrition aiguë globale (W/H < - 2 valeurs Z et/ou oedèmes)	1,9% (0,9% - 3.7%)	5,9% (3,9% - 8.6%)	7,1% (4,5% - 9.7%)
Malnutrition aiguë sévère (W/H < - 3 valeurs Z et/ou oedèmes)	0,6% (0,1% - 2.0%)	0,7% (0,1% - 2.1%)	0,8% (0,1% - 1.4%)

* La zone géographique examinée dans l'enquête de 2005 n'est pas la même que celle examinée en 2006 et 2007 : la comparaison ne peut pas être faite de cette façon, mais les taux de 2005 sont donnés ici comme indicateur.

de bas de page). Cette situation assez inquiétante sera suivie de près par la DG ECHO⁷. Les premiers résultats d'une enquête effectuée en mai 2007 indiquent que les nouveaux camps et les zones de déplacés souffrent d'un manque cruel d'accès à l'eau, à l'enseignement, à la santé et à la protection. Cette situation est en grande partie due aux installations de plus en plus obsolètes, le manque de qualification du personnel et à son absentéisme.

D'après le rapport 2006 sur le développement humain, l'Ouganda occupe la 147ème place sur 177 pays répertoriés. Tandis que le pays progresse régulièrement dans ce classement depuis 10 ans, la région du nord reste à la traîne et ses besoins demeurent plus aigus et urgents que jamais. Avec deux indices de crise et un indice de vulnérabilité égal à 3, le GNA 2007-2008 place l'Ouganda bien au-delà du seuil d'urgence.

Depuis 2005, la Commission a transféré un montant de 54.000.000 EUR au nord de l'Ouganda par le biais de la DG ECHO qui demeure l'un des principaux donateurs.

En 2008, l'aide humanitaire devra relever trois défis principaux dans les régions touchées par le LRA :

- I. Aider de manière accrue les PID installés dans les camps en donnant la priorité à l'entretien des services, à l'amélioration de la gestion des camps et à l'assistance aux groupes vulnérables (ménages gérés par les enfants, personnes âgées, etc).
- II. Augmenter le nombre d'interventions dans les sites/régions de retour en identifiant les villages dans lesquels les PID rentrent.
- III. Faciliter la transition vers les villages d'origine.

Les besoins humanitaires de la région de l'Acholi sont par conséquent susceptibles de changer de nature – mais les moyens pour les mettre en œuvre resteront les mêmes. Les besoins humanitaires et transitoires coexisteront pendant encore au moins 18-24 mois. Les besoins transitoires se feront de plus en plus sentir à mesure que les mouvements de retour s'intensifieront. Le financement de l'aide humanitaire sera encore nécessaire en 2008 pour s'assurer que certaines populations vulnérables «ne restent pas sur le carreau »'.

L'objectif principal sera d'aider les rapatriés pendant la phase de retour et la phase transitoire, tout en continuant à fournir une aide à la population la plus vulnérable, installée à l'intérieur des principaux camps de PID. Les principaux secteurs d'intervention sont l'eau et l'assainissement, la santé, la protection, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, touchant pas moins de 1,2 millions de bénéficiaires.

Cette approche adoptée en Ouganda est cohérente avec la stratégie de la DG ECHO en 2008 (approche fondée sur les besoins, LRRD, approche transversale concernant les enfants, VIH/SIDA)

L'enveloppe proposée pour le plan global 2008 de la DG ECHO pour l'Ouganda s'élève à 12 millions d'euros. La durée de la mise en œuvre de la décision est de 18 mois, à compter du 1er janvier 2008. L'aide alimentaire sera soutenu en 2008 dans le cadre de la décision d'aide alimentaire.

2. CONTEXTE ET SITUATION

2.1. Contexte général

Le conflit au nord de l'Ouganda est considéré comme l'un des plus meurtriers et l'un des plus longs (20 ans) sur le continent africain. Dirigée par Joseph Kony, « l'Armée de résistance du Seigneur » (Lord's Resistance Army, LRA) a déclenché une guérilla en 1987, dans le nord de

⁷ ECHO - Direction Générale Aide Humanitaire

l'Ouganda, contre la Force de Défense du Peuple Ougandais (UPDF). Ce conflit a causé d'indicibles souffrances à la population au nord de l'Ouganda. Au paroxysme du conflit, près de 1.8 millions de personnes étaient déplacées dans des camps, entre 20.000 à 25.000 enfants avait été enlevés, et l'économie (particulièrement l'agriculture) dans les régions des Acholi était presque totalement exsangue. Le coût du conflit a été estimé à plus de \$1,33 milliards de dollar. Cela représente 3% du PIB, soit 100 millions de dollar par an.

L'insurrection devait se limiter à la région de l'Acholiland, composée des districts de Kitgum, Gulu, Amuru et Pader. Cependant, en 2002, l'insurrection s'est étendue aux régions de Lango et de Teso. Le LRA a également mené des opérations à la frontière sud du Soudan. Plus récemment, le LRA a opéré dans la région d'Ituri, située dans la province du nord-est de la République démocratique du Congo.

Les accords de paix entre le gouvernement ougandais et le LRA ne progressent qu'à petits pas. En décembre 2006, l'ancien président du Mozambique, M. Chissano, a été nommé envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations unies (UNSG) pour les zones touchées par le conflit. Cette décision a entraîné une amélioration des accords, et deux objectifs importantes ont été atteints :

- la signature en avril 2007 de la troisième prolongation de l'accord de cessation des hostilités (CoHA) qui devra être révisée à la fin du mois de juillet ;
- L'accord sur le point 2 de l'ordre du jour: "Solutions globales".

La situation sécuritaire et humanitaire en Ouganda est sensiblement améliorée, particulièrement depuis la signature (le 26 août 2006) de l'Accord de cessation des hostilités et l'interruption des hostilités depuis déjà un an. Néanmoins, il convient encore répondre à de nombreux besoins.

Il faut poursuivre l'aide humanitaire et soutenir le processus de retour – tant vers de nouveaux camps de déplacés que vers les villages d'origine situés dans les régions touchées par le conflit. Le nombre de sites de retour augmente de jour en jour et se comptent par centaines. Le retour volontaire, ou l'assistance accompagne les PID est nécessaire pour assurer la dignité et le statut humanitaire (la santé, la nutrition, etc.) des populations qui sont déjà rentrées chez elles/eux.

Données de base sur l'Ouganda

➤ Population	31.000.000 personnes
➤ Mortalité infantile	136 p/1,000 (UNICEF 2005)
➤ Espérance de vie	51.5 (Recensement de la population mondiale en 2007)
➤ Pourcentage de la population sous-alimentée	19% (PNUD HDI 2006)
➤ Revenu national brut par habitant	280 USS (données et statistiques clés 2005 de la Banque mondiale sur le développement)
➤ Pourcentage de la population vivant avec moins de \$1 par jour	37,7% (41.7 urbain/rural 12.2) (MDG 2002)
➤ Proportion de population n'ayant pas accès à une source d'eau potable	40% (IDH calculé par le PNUD en 2006)
➤ PID (nombre et pourcentage par rapport à la population totale)	1,400,000 (5.7%) (MYR 2007 du CAP)
➤ Réfugiés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur place 220,000 (MYR 2007 du CAP) ➤ À l'étranger 21,752 (HCR juin 2007)
➤ Vulnérabilité et score sur l'indice de crise ECHO	3 (le score le plus grave)
➤ indice de développement humain du PNUD en 2006	0,502 : 145ème sur 177

2.2. Situation actuelle

L'année écoulée a été marquée par une série de changements spectaculaires dans la situation humanitaire du nord de l'Ouganda. Grâce aux efforts accrus des donateurs et des ONG, la situation humanitaire dans les camps de PID s'est progressivement améliorée et la décongestion des ceux-ci a permis un meilleur accès aux services pour les PID restantes. Néanmoins, l'actuelle phase de transition reste complexe en posant des nombreux défis ambitieux à différents niveaux.

En ce qui concerne la liberté de mouvement de la population, toutes les régions de Lango ont été déclaré libre, tandis que dans la région des Acholi (districts de Pader, de Kitgum, d'Amuria et de Gulu)⁸, seuls 41 sous comtés sur 62 ont été déclarés libres à la circulation.

Une zone-tampon de sécurité subsiste dans les parties septentrionales de la région d'Amuru où la libre circulation est encore restreinte en raison de sa proximité avec le Sud du Soudan. Le déplacement de la population à l'est de Pader et de Kitgum reste encore limité à cause des attaques fréquentes et violentes des Karamojong.

Depuis juin 2007, dans la région de l'Acholi, 63% des PID (698.000) vivent toujours dans 112 camps; 32% (359.000) ont été transférés dans 334 nouveaux camps et seulement 5% (55.000) sont retournés dans leurs villages d'origine. D'ici la fin de l'année 2007, le nombre de PID dans les nouveaux camps devrait augmenter.

Dans la région de Lango (districts d'Apac, d'Oyam et de Lira), seuls 8% (35, 000) des PID se trouvent encore dans 27 camps, tandis que 92% (431, 000) sont rentrés chez eux. Dans le district de Lira, 35 camps ont été fermés et on s'attend à ce que les autres camps ferment d'ici la fin de l'année, étant donné les taux de retour dans cette région.

Quand pouvons-nous considérer qu'une PID est rentrée chez elle? Cette question fait l'objet d'un débat actuellement. Le nombre de déplacements forcés était élevé, ils n'étaient pas d'une grande amplitude géographique (2/3 des PID se sont déplacées à moins de 8 km de leur propre foyer).

Après plusieurs années de déplacement il faut prendre en considération le changement dans les modèles sociaux qui peuvent influencer les modèles de retour et d'installation. La violence et le sens d'insécurité persistant dans les camps ont en effet contribué à changer les différents comportements sociaux/culturels (les PID se sont habituées à vivre ensemble et à avoir un accès plus proche aux principaux établissements publics tel que les écoles et les centres médico-sociaux). Ce qui importe le plus aux yeux des PID, c'est d'avoir accès à leurs moyens de subsistance, généralement lié à la terre et l'agriculture (distance et accès minimal), sans se soucier de l'endroit où le foyer final sera établi.

Il est probable que des modèles d'"urbanisation" soient bientôt à l'ordre du jour des Nations unies. Les PID pourront décider de loger dans les nouveaux sites de retour⁹ ou de rester dans les camps actuels (c'est-à-dire notamment les camps de PID installés à proximité d'importants centres économiques et que le HCR entend transformer en communautés viables).

Lors du processus de retour, nous prenons davantage en considération l'accès aux moyens de subsistance que l'emplacement. L'aide de transition humanitaire consiste à réinsérer ces personnes dans la vie normale et à respecter leur dignité lors de ce processus.

Sur base des éléments précités, il est peu approprié de tabler sur un retour rapide et complet des PID dans leur foyer. En fait, contrairement aux attentes, très peu de PID sont retournées de manière définitive chez elles. Dans la région de Pader, la population se déplace spontanément vers de nouveaux sites, et vers des zones qui ne sont pas encore déclarées sûres pour le retour.

⁸Pour une meilleure référence géographique, voir la carte ci-jointe en 'annexe 2

⁹La commune (dit 'parish') est le plus bas niveau administratif en Ouganda, généralement équipé des services publics de base situés à une distance raisonnable des foyers.

La situation sécuritaire s'est considérablement améliorée en 2007 (meilleur accès aux camps des PID et retour spontané de dizaines de milliers de PID chez elles, meilleur accès à la terre et aux moyens de subsistance).

Les améliorations de la situation sécuritaire se manifestent par une réduction de la phase III à la phase II dans le plan de sécurité des Nations unies. Le nombre de camps uniquement accessibles avec une escorte armée est passé de vingt-neuf en novembre 2006, à dix (six dans le District de Kitgum et quatre dans celui de Pader – région de Acholi). En attendant, la menace sécuritaire provenant des groupuscules armés dénommés *boo kec* (groupes criminels principalement composés de déserteurs de différentes unités militaires/milices différentes) et des Karimojong illégalement armés dans la partie orientale de Pader et de Kitgum, a augmenté. Dans certaines régions ces menaces pourraient compromettre la réinstallation et le retour des populations déplacées. En moyenne, l'accès à la terre ne dure pas plus de quatre heures par jour dans un rayon de plus de trois kilomètres, aussi bien dans les camps que dans les nouveaux sites¹⁰.

Les améliorations de la situation sécuritaire dans le nord ont créé de nouveaux défis à relever dans le domaine des droits de l'homme, plus particulièrement en termes de mauvaise disponibilité et de fonctionnement des institutions civiles. La situation est encore caractérisée par toute une série de violations de droits de l'homme. À titre d'exemple, citons le mauvais accès à la justice, les arrestations et les détentions arbitraires aussi bien dans les prisons civiles que militaires, et les périodes de détention trop longues avant le procès. Dans les sous-régions de Lango et de Teso, situées chez les Acholi, les mesures visant à reconstituer l'État de droit et le maintien de l'ordre civil sont en place dans le cadre du plan d'action humanitaire d'urgence (Emergency Humanitarian Action Plan, EHAP). La sécurité et la libre circulation à peu près totale ont surtout augmenté l'accès à la terre et aux moyens d'existence, stimulant l'autosuffisance alimentaire des populations dans les nouvelles installations et les régions de retour. Néanmoins, le retour prudent dans l'Acholi causé à la fois par les pourparlers de paix de Juba (peu concluants) et le manque d'accès aux services de base, tel que l'enseignement, la santé et l'eau potable, peut rapidement compromettre les gains humanitaire si une réponse d'urgence équilibrée et de réhabilitation de la part du Gouvernement Ougandais et de ses partenaires n'est pas instamment fournie. En outre, les mouvements entre les anciens camps et les nouvelles installations pour une proportion significative de la population continue à menacer l'unité familiale, puisque les femmes et les enfants font face au risque d'abus, d'exploitation et de négligence.

De façon générale, **la situation humanitaire** se stabilise dans les camps de l'Acholi, où l'entretien des services et l'amélioration de la gestion des camps sont prioritaires. Des préoccupations subsistent quand aux nouvelles régions d'installation/de retour où les activités de réhabilitation n'ont pas commencé, et quant à la détérioration des camps et des nouvelles zones d'installation de Katakwi et d'Amuria. Les raisons principales de cette détérioration sont l'insécurité, la pénurie alimentaire et le manque de services et d'aide. La priorité devrait être accordée à la gestion des nouveaux sites dans l'Acholi, pour éviter de construire à nouveau des sites encombrés et mal pensés. La croissance dramatique du nombre de nouveaux sites de PID présente en fait un important défi logistique et de programmation. La capacité de réponse de la communauté humanitaire ne peut pas facilement s'adapter à la multiplication de nouveaux sites sans une réorientation de l'attention des acteurs humanitaires actifs dans les camps en faveur d'une amélioration des services dans les nouveaux sites.

La coordination est toujours un grand défi à relever pour une réponse efficace. La décongestion des camps se fait relativement lentement – même si certains groupes sont repartis assez vite – et se différencie d'un groupe à l'autre. Néanmoins, la perception générale globale est positive.

Les problèmes sociaux sont aggravés par les changements des modèles sociaux, qui exigeraient des interventions à plus long terme, au-delà de l'aide humanitaire. La plupart des 25.000

10Évaluations de Katakwi et d'agence intermédiaire Amuria, 12-14 février et 13-15 mars 2007.

personnes qui, selon les estimations, auraient été enlevées par la LRA depuis le début du conflit sont retournées chez elles et un certain nombre d'initiatives ont facilité leur réintégration dans les communautés. Néanmoins, les problèmes chroniques liés à la santé mentale et au stress post-traumatique exigent une approche plus cohérente et à plus long terme ainsi qu'un niveau approprié d'aide adaptée'. Le nombre de « migrants nocturnes » (des enfants qui parcourent chaque nuit de longues distances à pied de camps et d'habitations rurales vers de plus grandes villes pour se protéger contre les attaques et les enlèvements du LRA), phénomène qui a suscité une grande attention ces dernières années, a considérablement diminué en 2007.

Karamoja continue à être confronté aux sécheresses récurrentes et de plus en plus graves ; mauvaise production agricole et réduction des options pour l'entretien du bétail – autant de problèmes affectant à la fois la santé animale et humaine (les taux de malnutrition, par exemple, continuent année après année à être au-dessus des seuils d'urgence). La recherche d'eau et de pâturage entraîne souvent des luttes tribales et le vol du bétail – parfois au-delà de la frontière kenyenne. Le programme de désarmement du gouvernement ougandais continue à être appliqué de façon arbitraire entraînant maintes violations des droits de l'homme. La situation générale du Karamoja s'est améliorée vers le milieu de l'année 2006, mais continue à fluctuer selon les saisons et les moyens de subsistance disponibles.

Le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) continue à prendre de l'ampleur en Ouganda. Les stratégies de sortie des partenaires de la DG ECHO ont été appliquées depuis 2006 et la collaboration avec les autorités locales et de sous-comté a été régulièrement renforcée. La délégation de la CE focalise à nouveau son attention sur les initiatives LRRD et contribue favorablement au processus des LRRD par l'entremise du programme NUREP, les installations hydrauliques (2 projets en Ouganda du nord) et le 10^{ème} Fonds européen de développement (FED)¹¹.

3. IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES BESOINS HUMANITAIRES

3.1. Eau et assainissement

Les faibles niveaux d'approvisionnement en eau, couplés à un système d'assainissement médiocre, peuvent entraîner une prévalence accrue de maladies et contribuer à affaiblir davantage la population. Dans la plupart des régions du nord de l'Ouganda, la consommation d'eau salubre par habitant ne répond pas aux indicateurs « Sphere » et les bénéficiaires qui ne disposent pas d'eau en suffisance pour assouvir leurs besoins d'hygiène personnelle continuent de se servir de sources d'eau non-protégées. Ces dernières années, des progrès considérables ont été réalisés dans le secteur de l'eau.

Des conditions de vie dans un milieu surpeuplé, une connaissance insuffisante des bonnes pratiques hygiéniques, la mauvaise utilisation par les communautés des points d'eau, le mauvais aménagement des camps et la pénurie de latrines et d'eau ont entraîné un grave problème d'assainissement.

Dans les camps, la couverture en latrines pour les PID est toujours inférieure aux normes minimales « Sphere » correspondant à 20 personnes par latrine. À Kitgum, on atteint 35 personnes par latrine ; à Pader, 33 ; à Gulu, 28 et à Amuru, 40. De façon générale, l'accès à l'eau potable et aux latrines pour les PID restent en-deçà des indicateurs « Sphere » (15l/p/jour pour l'eau et 20 personnes par latrine).

¹¹ Plusieurs subventions ont été attribuées à des partenaires d'ECHO dans le cadre du programme NUREP (Programme de réadaptation de l'Ouganda du Nord) du 9^{ème} FED de 20.000.000 EUR. Le transfert aux partenaires financés par la DG ECHO existants est bienvenu et sera encore encouragé comme stratégie systématique pour le LRRD à l'avenir. Au titre de la facilité d'eau, 2 projets hydrauliques touchent le Nord de l'Ouganda (L'AMREF pour 4.000.000 EUR et UNICEF pour 5.000.000). La DG ECHO a contribué à faire de la résolution de conflit et la stabilisation agricole de l'Ouganda du nord un domaine de concentration dans le cadre du 10^{ème} FED.

Pendant la phase de retour, en considération de la présence limitée des infrastructures en eau dans les nouveaux sites, les partenaires ont progressivement concentré leur attention des camps aux sites de retour. Cela a évidemment entraîné des gains pour l'accès à l'eau dans les anciens camps, quoique la disponibilité d'eau à la fois dans les anciens et nouveaux sites est inférieure aux normes « Sphere » de 15l/p/jour. Des augmentations ont été observées, toujours dans les anciens camps de PID à tel point que Kitgum et Pader ont enregistré une amélioration considérable depuis 2006 de 7l/p/jour à 12l/p/jour comme dans la région de Kitgum et de 12l/p/jour à 18l/p/jour dans la région de Pader.

La situation du secteur de l'eau et de l'assainissement est plus mauvaise dans les nouveaux sites que dans toutes les régions. Une évaluation précédente a établi que plus de 51 nouveaux sites établis dans les régions de Gulu et d'Amuru n'ont aucune source d'eau salubre et qu'il n'y avait de latrines disponibles. Cette situation a entraîné de nombreux cas de diarrhée et de douleurs d'estomac dans les nouveaux sites. Néanmoins, la situation de l'eau est meilleure dans la région de Kitgum (moyenne de 13l/p/jour), bien qu'elle varie également d'un site à l'autre (certains sites n'ont pas du tout accès à une source d'eau potable). Dans la région de Pader, l'accès moyen aux sources d'eau potable dans les sites de retour est de 6,1 l/p/jour mais la situation s'améliore de jour en jour grâce aux interventions continues des ingénieurs Watsan.

La construction des latrines, la campagne de sensibilisation de l'hygiène et l'enseignement ont également contribué en grande partie à atténuer les effets des épidémies (le choléra et la rougeole).

3.2. Santé, nutrition et VIH/SIDA

Il est nécessaire d'améliorer le système de référence. Les centres médico-sociaux sont plus éloignés lorsque les personnes retournent dans leur villages d'origine. L'enquête nutritionnelle ACF indique une augmentation des taux GAM (cf. tableau ci-dessus, pag. 1. note 6), qui n'est pas attribuée à l'insécurité alimentaire mais au manque de services, y compris dans le domaine de la santé. Dans la région d'Acholi et de Lango, l'accès aux services de santé est en fait plus mauvais dans les nouveaux sites et les zones de retour. Une évaluation de 15 nouveaux sites en août 2006 dans Gulu/Amuru a par exemple montré que seul un d'entre eux dispose d'un centre médico-social fonctionnel. Cela a été en partie attribué à la mauvaise répartition et/ou au manque d'installations sanitaires dans la plupart de ces sites. Dans la région de Lango, seules quatre unités de santé existantes restent fermées. Néanmoins, la plupart des centres médico-sociaux opérationnels n'accueillent pas autant de patients qu'ils pourraient (ouverture seulement quelques heures par jour et manque d'équipement de base et d'infrastructures).

Parmi les problèmes de la région, il faut relever l'absentéisme du personnel, en partie dû à la pénurie de logement dans les centres de santé, la pénurie de personnel qualifié, la pénurie d'équipement et le faible approvisionnement en produits pharmaceutiques.

Dans un contexte de déplacement massif, des camps surpeuplés avec une salubrité médiocre, la tendance à la propagation des maladies et des foyers d'épidémies a un impact notable sur la santé de la population. Les maladies transmissibles (la malaria, les infections des voies respiratoires (RTI) et la diarrhée) sont les causes principales de la mortalité et de la morbidité dans toutes les régions. La mauvaise hygiène environnante, le mauvais accès à l'eau potable dans les camps, le mauvais contrôle vectoriel et la faible sensibilisation dans les communautés sont considérés comme les principaux facteurs contribuant aux épidémies. Toutefois, les régions d'Acholi et de Lango ont enregistré une amélioration de la gestion de la malaria par la distribution de moustiquaires, l'introduction du co-artem¹² et IRS. Il y a également de nombreux cas de diarrhée

¹² **Coartem** est le nom commercial de artemether-lumefantrine, une combinaison de produits pharmaceutiques efficace dans le traitement de la malaria, développée par Ciba et les laboratoires Sandoz en 1996. Suite à leur fusion, le brevet appartient maintenant à Novartis. Elle a été ajoutée à la Liste essentielle de produits pharmaceutiques de l'OMS, ^[1] montrant un taux de ECHO/UGA/BUD/2008/01000

et de maux d'estomac ainsi que des infections de la peau et des yeux et dans les nouveaux sites d'implantation où l'accès à l'eau et aux services sanitaires est mauvais.

Le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans dans la région d'Acholi s'est stabilisé, et même légèrement amélioré (en-deçà du seuil d'urgence). Selon l'enquête d'ACF/UNICEF menée en mai 2007, les taux de malnutrition globale aiguë (GAM) dans la région de Gulu/Amuru a diminué de 4,3% (juin 2006) pour atteindre le taux de 3,1%. D'autres enquêtes précédentes ont calculé le taux GAM pour la région de Pader (4,5%), tandis que la région de Kitgum avait un taux plus élevé de GAM (7,2%). Le VIH/SIDA reste la principale menace dans ces régions. Selon l'enquête nationale de prévalence sur le VIH effectuée en 2005, les sous régions d'Acholi et de Lango ont une prévalence de 8,2%, le deuxième taux le plus élevé en Ouganda. Dans la région de Gulu et d'Amuru, près de 40% des enfants admis dans les centres d'alimentation thérapeutiques ont reçu des résultats positifs au test du VIH/SIDA.

Le renforcement de la surveillance et du traitement des maladies, l'établissement de références d'urgence du centre médico-social de IIème catégorie au centres de IIIème catégorie, l'amélioration de l'accès aux services de santé dans de nouveaux sites de retour et l'extension de l'immunisation pour les personnes se déplaçant vers de nouveaux sites/zones de retour sont des défis clés pour les acteurs de la sante' dans toutes les régions.

3.3. Moyens d'existence et sécurité alimentaire

Dans la région d'Acholi, l'accès à la terre a augmenté d'environ 40% depuis juin 2006 (de 3,09 acres en juin à 4,4 acres par ménage en mars 2007) et les PID passent davantage des heures dans leurs jardins. L'accès à la terre est plus élevé dans les nouveaux sites de retour (5.24-5.31 acres par ménage). Cette amélioration doit être soutenue avec diverses interventions de soutien aux moyens de subsistance, y compris la production animale, les études de marche', le micro crédit et d'autres activités' génératrices de revenus.

Environ 80% des PID installés dans les camps et les nouveaux sites de retour des régions d'Acholi et de Lango ont reçu des semences et des outils pour la première saison 2007. Toutefois, malgré l'amélioration de l'accès à la terre, son exploitation reste limitée en raison des faibles quantités de semences et d'outils fournis. Avec les déplacement accrus de la population, il est prévu qu'entre 90-95% des agriculteurs des régions de Gulu/Amuru pourront accéder à leur propre terre ou à la terre fournie gratuitement par les parents ou les amis au cours de la première saison de culture de 2007.

Les principales sources de nourriture pour les PID dans les camps des régions de Lango et d'Acholi sont l'autoproduction, l'aide alimentaire et le marché. Néanmoins, la qualité et la diversité des régimes restent mauvaises pour environ 60% des PID dans les régions de Pader et de Kitgum. Dans la région de Pader, la nourriture produite sur place est encore insuffisante pour la population et beaucoup de familles ont un repas par jour.

En raison d'une rupture dans l'approvisionnement alimentaire du PAM, les rations d'aide alimentaire pour les PID des camps et des sites de retour situés dans la région d'Acholi et pour les PID des camps de la région de Lango ont été réduites de 60% (Acholi) et de 50% (Lango) à 40% pour deux mois (avril-mai). Les ont réussi à faire face convenablement à la réduction du panier d'aide alimentaire en adoptant un certain nombre de stratégies comme l'amélioration de l'accès au marché et de l'autoproduction. Toutes les personnes extrêmement vulnérables (EVIs) ont continué à recevoir 100% des rations d'aide alimentaire.

Les interventions à court terme visant à améliorer la sécurité alimentaire incluent le maintien de l'aide alimentaire dans les camps où l'accès à la terre est encore limité; une petite contribution

réussite au-dessus de 95 %. Le coartem est considéré le traitement de base contre la malaria dans le cadre du protocole national du Ministère de la Santé Ougandais (2006).

alimentaire sera également exigée de la part de la population de retour pour soutenir les ménages pendant la phase de transition. Les interventions à moyen et à long terme comprennent la diversification des moyens d'existence (agriculture, pisciculture etc.) et la fourniture de semences de meilleure qualité; la traction animale afin d'augmenter la surface des terres cultivées; le développement des mécanismes pour régler des conflits relatifs à la terre.

3.4. Biens non alimentaires

Il existe un grand nombre de besoins en biens non alimentaires (BNA) dans les camps de PID, notamment des biens adaptés à la cuisine, à l'approvisionnement en eau et à la protection contre les moustiques. Il convient d'accorder une attention particulière à la répartition de biens non-alimentaires pour les rapatriés dans le cadre de leur réinstallation.

3.5. Formation et éducation

L'éducation dans le nord de l'Ouganda a été fortement négligée. Même s'il existe des structures d'enseignement, le nombre d'enseignants qualifiés et le matériel scolaires sont insuffisants. Les niveaux d'enseignement dans les camps ont été décrits comme "chroniquement faibles."¹³

La relocalisation de la plupart des écoles et le nombre trop élevé d'élèves dans ces centres d'apprentissage constitue encore un phénomène patent dans la région d'Acholi. Par exemple, dans la salle de classe de la région de Pader le ratio est de 137 : 1 ; le ratio dans la région de Gulu est de 82:1 et dans la région de Kitgum, le ratio est 96:1, par rapport au niveau national de 52:1. Dans la région de Lira, seules 4 écoles sont encore relocalisées (95 écoles primaires - 47% - dans les régions de Gulu/Amuru).

Les écoles déplacées ont accès à l'eau potable dans leurs sites temporaires/centres d'apprentissage; néanmoins, les sources d'eau sont partagées avec d'autres communautés, ce qui entraîne leur mauvais entretien. L'accès aux latrines reste mauvais (dans les latrines des élèves des régions de Gulu/Amuru le rapport est de 75:1 ; dans les latrines des élèves de la région de Pader le rapport est de 130:1 et dans la région de Kitgum le rapport est de 94:1, par rapport au niveau national de 40:1).

On s'attend à ce que le nombre d'écoles déplacées retournant à leurs sites originaux augmente dans la région d'Acholi d'ici la fin de l'année et cela entraînera une grande pression dans le domaine de l'éducation pour soutenir un retour échelonné (le transport des meubles, la fourniture d'eau et l'hygiène). La plupart des structures des sites de retour sont vieilles et délabrées et doivent être restaurées. Il y a des lacunes critiques en matière d'hygiène dans les écoles qui sont déjà retournées à leurs sites originaux. Parmi les autres défis, citons les suivants: la nécessité de restaurer les établissements scolaires, la construction du logement des enseignants; la fourniture d'aide psychosociale pour enfants touchés par le traumatisme suite au déplacement; les taux élevés d'abandon de la scolarité, l'absentéisme des enseignants et le manque de matériel didactique dans les écoles.

Les mesures éducatives d'urgence devront être conservées afin d'empêcher qu'une génération entière d'enfants ne soit privée de son droit à l'éducation. Toutes ces mesures d'enseignement d'urgence doivent être temporaires et s'accompagner d'un plan clair de transfert de tout programme aux partenaires du secteur du développement dès que possible.

Il faut une formation professionnelle pour aider les anciens combattants à se réintégrer dans la société et leur fournir des moyens d'existence. La sensibilisation aux droits de l'homme et aux droits des femmes et des enfants s'est avérée très efficace dans les camps du nord de l'Ouganda, notamment en ce qui concerne les violences domestiques, et elle doit être encouragée pour que les PID restent impliquées et informées de leurs droits.

¹³ "Seule la paix peut rendre confiance aux personnes déplacées." Mars 2006, commissionné par IDMC, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés et le "Refugees Law Project", Kampala, Ouganda.

3.6. Protection

Le 'cluster' en charge de la protection a fortement soutenu et promu la libre circulation et le retour sûr et volontaire des PID dans leurs lieux d'origine des régions d'Acholi et de Lango. Cet effort a été accompli grâce à la déclaration du JMC du 15 décembre 2006 (approche opérationnelle pour le soutien des déplacements de population dans le nord et dans le nord-est de l'Ouganda), utilisée pour guider les déplacements de la population dans les Districts du Nord, comprises dans la région de Teso. Néanmoins, dans la région de Kitgum et de Pader, il n'y a pas eu de déclaration officielle concernant la libre circulation dans approximativement la moitié du nombre des sous comtés.

La présence policière dans toutes les régions a été renforcée par le déploiement d'agents de police spéciaux (SPCs) et d'ASTUs (particulièrement pour les zones limitrophes de Karamoja. Toutefois, le nombre de policiers reste peu élevé; le personnel de sécurité, chargé de la protection des droits de l'homme est mal entraîné et peu discipliné (SPCs/ASTUs/LDUs) dans toutes les sous régions.

En matière de protection liée au processus de retour des PID dans les régions d'Acholi et de Lango, la séparation d'enfants de la famille d'origine et la nécessité de soutenir les personnes extrêmement vulnérables (EVIs) sont des priorités.

Les cas des violations de droits de l'homme (torture,...) ont été reçus et signalés aux autorités locales, les ONG et aux agences des NU.

Dans la région de Kitgum, la protection des femmes est le domaine de protection le plus négligé et semble attirer peu de financement.

Les « migrations nocturnes » ont sensiblement diminué dans la région d'Acholi. Le nombre de « migrants nocturnes » dans la région de Kitgum est passé de 5.619 en 2006 à 61 à la fin de mars 2007. Dans la région de Gulu, leur nombre s'est réduit à 329 et la région de Pader a toujours le nombre le plus élevé de « migrants nocturnes » (589). Un certain nombre de centres de « migrants nocturnes » ont été fermés et les programmes de soutien ont été graduellement déplacés des centres de « migration de nuit » aux communautés.

Dans la région de Kitgum, il est prévu qu'entre 500-700 enfants liés à LRA rentreront si l'accord de paix est signé à Juba. Ce groupe aura besoin de soutien pour se réinsérer dans les communautés.

La violence domestique infligées aux femmes constitue un autre problème grave dans les camps de PID. Les femmes interrogées ont fait état de taux élevés de violences physiques domestiques ; mais comme il n'existe aucun système de surveillance officiel, il n'existe pas de chiffre officiel. Le motif invoqué les plus fréquemment pour expliquer ces violences sont l'alcool, le système patriarcal et les coutumes traditionnelles strictes. Des témoignages provenant de camps de PID révèlent que des enfants sont souvent contraints à la prostitution, agressés, violés et battus. Les informations sur ces abus ne sont que partiellement documentées et les projets devraient être élaborés afin de continuer à soutenir la protection à la fois des femmes et des enfants. Une gestion et un aménagement efficaces des camps et un soutien aux structures des communautés qui s'investissent dans la protection de l'enfance peuvent contribuer à prévenir ces violences et permettre aux nouveaux camps d'éviter dès maintenant les problèmes associés aux camps de PID.

Le soutien et la réintégration des anciens combattants protègent non seulement les individus mais aussi renforcent la protection des habitants du nord de l'Ouganda dans la mesure où le risque que les anciens combattants replongent dans la violence est réduit.

3.7. Gestion et aménagement des camps

Les lacunes dans la gestion et la planification des camps des PID par le passé ont engendré des conditions de surpeuplement, qui ont à leur tour entraîné une situation d'insalubrité, des risques pour la santé et des dangers liés à l'habitat comme les incendies qui se propagent à partir des huttes. Bien que le processus de retour s'accélère et qu'une grande décongestion des camps est attendue dans un avenir proche, l'appui à la gestion et à l'aménagement des camps est encore exigé à la fois dans les anciens camps et dans le nombre croissant de nouveaux camps, afin de déterminer le niveau approprié des services, d'entretien des points d'eau et d'autres équipements publics, aide pour les personnes les plus vulnérables, et éviter des risques pour la santé.

La gestion des camps comprendra également des actions visant à fermer des camps après le retour des PID afin d'assurer la sécurité environnante et éliminer des préoccupations de protection des structures inutilisées.

3.8. Coordination

La coordination est toujours un grand défi pour une réponse efficace. Le set up d'un système de coordination (nommé "cluster" approche) s'est faite relativement lentement – même si certains secteurs/groupes de coordination (clusters) ont progressé mieux que d'autres – un différent niveau de performances reste parmi les différents clusters. La décongestion des camps se fait à un rythme variable d'un groupe à l'autre. Néanmoins, en général la perception générale est positive.

Le CAP 2007 des Nations Unies a reconnu la nécessité d'une coordination accrue et de services de soutien. L'intervention OCHA dans le nord de l'Ouganda a eu pour effet de renforcer la coordination et la sensibilisation aux activités humanitaires, dont l'impact s'est fait sentir sur les districts et ses comités de gestion des catastrophes. La DG ECHO soutient fermement l'approche 'cluster' des Nations Unies, qui doit promouvoir une approche plus coordonnée des agences onusiennes, des ONG et des organismes gouvernementaux. Les partenaires de DG ECHO doivent prendre part à ces 'cluster' groupes créé pour encourager l'efficacité et la rationalisation de l'aide humanitaire dans le nord de l'Ouganda. Les 'clusters' doivent également être considérés comme un forum non seulement pour le partage d'informations, mais également pour la planification commune, la répartition des tâches, le partage des leçons apprises ainsi que les bonnes pratiques.

4. STRATÉGIE PROPOSÉE DE LA DG ECHO

4.1. Cohérence avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO pour 2008

La stratégie proposée au titre de la présente décision est cohérente avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO de trois manières :

- **Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) :** LRRD est à présent une priorité croissante dans le nord de l'Ouganda. La DG ECHO entre systématiquement en contact avec d'autres services de la Commission et donateurs afin d'encourager la mise en œuvre de la politique de LRRD de la Commission dès que possible.
- **Approche basée sur les besoins:** Les priorités géographiques de la DG ECHO sont définies chaque année à l'aide d'une combinaison d'évaluations de besoins sur le terrain et d'analyses des données collectées relatives aux indicateurs humanitaires (insécurité, réfugiés, PID, taux de mortalité et de morbidité, taux de malnutrition, prédisposition aux catastrophes, etc) et après la vaste consultation des agents humanitaires et des parties concernées. L'Ouganda a été identifié comme un pays représentant des besoins importants.
- **Promotion d'une aide humanitaire de qualité par le biais de l'intégration systématique des questions transversales dans ses opérations :** Le soutien aux questions transversales comme les enfants, les femmes, l'environnement, les violences domestiques, le VIH/SIDA, etc., sera fourni à travers leur intégration aux projets. Il convient également d'accorder une

attention particulière aux jeunes mères enlevées précédemment et aux femmes abandonnées par leurs maris dans la mesure où elles souffrent d'une stigmatisation de la société et sont souvent, en l'absence de capital social personnel, les personnes les plus vulnérables.

La réponse de la DG ECHO se basera sur une intervention multisectoriel intégré' couvrant l'eau et l'assainissement, la santé, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaires, la formation et l'éducation, la protection et la coordination.

Moyennant quelques améliorations dans le contexte actuel, notamment un accès plus large, un plaidoyer humanitaire plus efficace, des projets novateurs et une meilleure compréhension de l'environnement opérationnel par la communauté humanitaire et les donateurs, l'approche actuelle de la DG ECHO s'articulera autour des quatre dimensions principales suivantes :

- ✓ La phase de consolidation s'est développée au cours des deux dernières années et se poursuivra, la DG ECHO s'appuyant sur les réalisations passées dans les secteurs où elle a démontré sa valeur ajoutée (par exemple santé, assainissement) ;
- ✓ L'approche verticale descendante soulignera l'impact de toute opération en cours sur les bénéficiaires et les secteurs dans leur ensemble ;
- ✓ Le transfert des opérations financées par la DG ECHO au niveau le plus adéquat a été évalué de manière continue en 2007. Cet aspect sera encore renforcé en 2008 dans le cadre d'une phase dite de transition, dans la perspective d'une planification fondée sur les besoins et une prise en charge progressive par les programs de développement, avec un retrait d'Ouganda que la DG ECHO estime' a' un ou deux ans.
- ✓ Les plans de contingence seront prioritaires et devront être intégrés dans toutes les opérations; il sera nécessaire de prévoir une certaine flexibilité afin de tenir compte de la situation variable sur le terrain (retour/implémentation ou insécurité élevée).

4.2. Impact de la réponse humanitaire antérieure

Depuis 2004, la DG ECHO a considérablement contribué à fournir une réponse continue et efficace d'aide humanitaire dans les régions touchées par le conflit; la réponse aux besoins fondamentaux tels que l'approvisionnement en eau, la santé, les services sanitaires, la sécurité alimentaire ainsi que la protection et la coordination ont été renforcés sensiblement. L'accès humanitaire dû à l'insécurité et la coordination sous-optimale ont été les principales contraintes.

Bien que les indicateurs humanitaires dans le nord de l'Ouganda ne répondent toujours pas aux standards « Sphere », les premières opérations humanitaires dans plusieurs districts et régions ont enregistré des améliorations. L'approvisionnement accru en eau, la couverture en latrines, les apports alimentaires, les services sanitaires et la promotion de l'hygiène ont permis à une population en meilleure santé de faire appel à divers mécanismes d'adaptation.

L'amélioration de l'approvisionnement en eau est également le fruit du travail assidu des partenaires de la DG ECHO dans le nord de l'Ouganda. Bien que cet approvisionnement ne réponde toujours pas aux standards « Sphere¹⁴ », la DG ECHO a financé une amélioration de l'approvisionnement en eau en 2006, passant ainsi d'un système de pompes à main aux systèmes mécanisés de production élevée – contribuant à augmenter l'approvisionnement en eau au-dessus des standards « Sphere » dans un certain nombre de camps. Les PID interrogées dans plusieurs camps n'avaient pas ou peu de motif d'insatisfaction quant a' l'approvisionnement en eau, même si le taux élevé de maladies diarrhéiques dans ces camps révèle la nécessité de poursuivre l'aide humanitaire et d'apporter des améliorations.

¹⁴ Les normes minimales de sphère sont 15 litres d'eau par personne par jour.

La DG ECHO a également continué de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire en augmentant l'indépendance des PID par l'intermédiaire de programmes de subsistance et des activités' génératrices de revenus. En 2006 plus de 150.000 ménages de la région d'Acholi, de Lango et de Teso ont reçu des instruments agricoles (des semences, des outils, du bétail, etc). 21.300 ménages ont participé aux foires de semence où les agriculteurs ont pris leurs propres décisions quant au type d'instruments agricoles qu'ils souhaitaient obtenir.

Toujours en 2006, 665 structures de protection de l'enfance (les systèmes de base d'assistance sociale) ont été établies par l'UNICEF dans 65 camps et 11 sous-comtés situés dans les zones de retour et ont aidé 11.551 enfants vulnérables. 20.940 enfants vulnérables et des jeunes ont profité des activités de réduction de vulnérabilité (l'enseignement, programme de subsistance et l'aide psychosociale). Plus de 500 enfants, qui avaient été enlevés, ont été aidés et réintégrés dans leurs communautés. D'autres enfants et femmes extrêmement vulnérables ont reçu une aide semblable.

La DG ECHO continue de répondre aux besoins de la crise ougandaise. En 2000 et 2002, les fonds qu'elle a mis à la disposition de l'Ouganda se sont élevés à près de quatre millions d'euros et huit millions d'euros supplémentaires ont été dégagés en 2003. En réponse à l'aggravation de la crise humanitaire, la DG ECHO a augmenté son financement à 18,62 millions d'euros en 2004, à 14 millions d'euros en 2005. En 2006, elle a dégagé 15 millions d'euros et 4 millions d'euros dans le cadre de deux décisions de financement distinctes. En 2007, elle a dégagé pas moins de 21 millions d'euros (dont huit millions en aide alimentaire).

4.3. Coordination avec les activités d'autres donateurs et institutions

L'Ouganda continue à recevoir une aide budgétaire importante de la part de nombreux donateurs, dont la Commission européenne. Le budget national pour 2007/2008 est financé à 38% environ par les donateurs extérieurs. Les bases d'une coordination effective des donateurs de l'aide humanitaire ont été établies suite au set up de l'approche 'cluster' du IASC (Inter-Agency Standing Committee), mais toutefois une bonne part du travail de coordination pratique au niveau des districts doit encore être renforcée et rationalisée.

La DG ECHO, participe très activement au groupe de Donateurs Techniques Humanitaires, au groupe des donateurs pour la réhabilitation et le développement de l'Ouganda du Nord (NURD), ainsi que dans d'autres groupes de travail techniques tant au niveau des chefs de mission qu'au niveau des services techniques du gouvernement, afin de renforcer l'harmonisation des donateurs et la nécessité de politiques communes pour faire face aux problèmes du nord de l'Ouganda.

4.4. Évaluation des risques et hypothèses

Facteurs principaux qui peuvent avoir un impact négatif sur la mise en oeuvre de la stratégie :

Insécurité

a. Un échec des pourparlers de paix et la reprise des hostilités inverseraient le processus de retour et nécessiteraient une aide humanitaire axée presque exclusivement sur les camps de PID. L'accès humanitaire redeviendrait un défi. La communauté humanitaire pourrait ne plus être considérée comme neutre par le LRA, en raison du rôle important qu'ont joué les actes d'accusation de l'ICC dans les pourparlers de paix de Juba.

b. Le banditisme armé et la prolifération d'armes de petit calibre sont en constante augmentation, à la fois dans les districts touchés par le LRA et dans la région de Karamoja, et ne peuvent être contrôlés que par un accroissement du maintien de l'ordre et la limitation des armements.

c. La présence de mines terrestres qui n'ont pas encore explosé (UXOs) peut potentiellement ralentir les mouvements de la population. La DG ECHO reconnaît les dangers et les défis que soulèvent les UXO et les mines terrestres vis-à-vis des PID et des rapatriés, plus particulièrement parce que ces personnes retournent à leurs terres devenues un champ de mine.

Épidémies

Il est nécessaire d'assurer que les épidémies sont contrôlées. L'année 2007 a été le témoin d'épidémies continues de choléra. Des financements sont disponibles en case de nécessité pour prévenir et pour combattre ces fléaux.

Accès

Le mauvais état des routes peut entraver l'accès des rapatriés à leurs camps et aux zones de retour. Les inondations récentes, qui ont touché de manière différente de vastes régions dans le nord, peuvent également avoir un impact sur l'accès à court terme.

Conflits de terre

Des conflits localisés et accrues pour l'accès à la terre peuvent entraver le processus de retour des déplacés internes. Jusqu'ici, la plupart des cas signalés sont des conflits de terrains dans les familles et sont souvent résolus par la médiation des partenaires de l'ONG soutenant l'aide judiciaire.

Aide du gouvernement

Les autorités centrales et locales n'arrivent pas à fournir une aide et un engagement adéquats afin d'assurer l'entretien et la gestion appropriés de la fourniture de services, spécialement sur les sites de retour (c'est-à-dire des centres médico-sociaux, des écoles, des systèmes d'approvisionnement en eau à haut débit).

Climat

S'ils se produisent, les aléas comme la sécheresse, les éruptions volcaniques et les inondations pourraient encore fragiliser l'état des personnes déplacées du nord de l'Ouganda. Par conséquent, la DG ECHO considérera la possibilité de minimiser ces risques en incluant, selon les cas, dans ses interventions d'aide humanitaire et de réhabilitation, les aspects de la réduction des risques et la préparation aux catastrophes.

Planification d'urgence

La flexibilité dans les opérations humanitaires restera nécessaire en 2008, compte tenu de la probabilité d'un scénario de retour à grande échelle de la population. Les partenaires doivent suivre la situation attentivement et adapter leur planification de contingence en conséquence. Les autorités de district seront prêtes à activer des plans d'urgence conçus au préalable en prévision d'un tel scénario.

Durabilité

La planification à plus long terme et les actions des partenaires sont de plus en plus importantes dans le contexte actuel du transfert des opérations financées par la DG ECHO. De meilleures évaluations des besoins, des plans de contingence et la coordination améliorée des donateurs se traduiront par des actions plus durables à l'intérieur du pays.

4.5. Stratégie de la DG ECHO

Le principal objectif de la DG ECHO est de venir en aide aux groupes de population vulnérables touchés par l'insécurité et les aléas climatiques.

L'aide humanitaire dans les sites de retour sera axée sur la réhabilitation des infrastructures sociales (eau et assainissement, cliniques et aide pour l'éducation). De même, de nouveaux investissements seront les bienvenus pour continuer à améliorer la sécurité alimentaire. Les interventions doivent être en conformité avec l'approche au niveau de la commune et devraient s'aligner sur les Plans de Développement du District, dans la mesure du possible (qui sont, en principe, de bas en haut en partant du niveau communal) à condition que les plans de secteur correspondent aux besoins des zones de référence.

L'aide humanitaire dans les camps de PID se focalisera graduellement sur la protection et l'aide ciblée aux groupes vulnérables, tandis que l'aide dans les sites de retour sera axée sur la réhabilitation des infrastructures sociales (eau et assainissement, cliniques ou les écoles) tout en

continuant à améliorer la sécurité alimentaire. Le gouvernement ougandais au niveau central et des districts devrait assumer la responsabilité de sa propre crise humanitaire et continuer à coopérer étroitement avec tous les intervenants humanitaires et de développement afin de faciliter une transition progressive vers un développement viable et basé sur la communauté.

Cette aide humanitaire couvrira principalement la région d'Acholi, tandis que des interventions de sécurité alimentaire bien conçues pour le 1er semestre 2008 peuvent être envisagées pour les régions de Lango et de Teso. D'autres problèmes liés aux moyens de subsistance et catastrophes naturelles mineures dans le nord de l'Ouganda peuvent être également traités.

Tandis que les principaux domaines d'interventions sont l'assainissement, l'eau, la santé, la sécurité alimentaire et la stabilisation des moyens d'existence, les biens non alimentaires, la protection et la coordination, la DG ECHO prévoit de se pencher sur la gestion des camps et les problèmes posés par le monitoring des retours par une décision ad hoc, en partenariat avec le UNHCR.

Analyse par secteur d'intervention :

Eau et salubrité :

En conformité avec le Processus d'Appels Consolidés (PAC) de l'ONU de 2007, la réhabilitation et les nouvelles constructions (le cas échéant) des sites de retour seront de plus en plus soutenus. Cela inclut une transition progressive des systèmes d'approvisionnement en eau à haut débit dans les camps principaux vers les pompes à main plus durables et appropriées, dans les zones de retour. L'utilisation et l'entretien des systèmes d'approvisionnement à haut débit devront se poursuivre. Les partenaires seront encouragés à s'orienter vers des alternatives éventuelles qui pourraient permettre un approvisionnement continu en eau – si les autorités/communautés ne sont pas en mesure de couvrir des dépenses d'exploitation et d'entretien pour un système motorisé, elles peuvent être remplacées par des pompes à main.

L'assainissement et les interventions en matière d'approvisionnement en eau doivent également devenir durables. Toute une série d'interventions concernant l'assainissement, la sensibilisation à la purification de l'eau, en essayant de comprendre les tabous et les mécanismes d'adaptation culturelle en ce qui concerne l'hygiène, recevra l'attention nécessaire pendant la phase de retour. Les déplacés qui rentent chez eux seront principalement encouragés à construire leurs propres latrines. Les données concernant l'aménagement des latrines devront être collectées et mises à jour. Il est important de déterminer des structures de gestion appropriées en matière d'hygiène pour les camps ainsi que pour les sites de retour et d'assurer une participation responsable des communautés dans l'entretien et la conception des interventions.

Les partenaires seront invités à adopter une approche normalisée et cohérente vis-à-vis de l'eau et de l'assainissement dès la phase de conception du projet. Seront encouragées les études d'analyse ou de faisabilité technique qui considèrent la population, la disponibilité en eau, le choix de la technologie comprenant les questions de fonctionnement et d'entretien, le calendrier de mise en œuvre, le coût par unité d'eau fournie et la durabilité, avec le but d'améliorer l'application de standards et la capitalisation dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

L'augmentation probable du retour des PID révèle que l'intervention dans les infrastructures en eau et en assainissement durable est exigée non seulement pour les camps de PID, mais également pour les villages et les autres régions de retour de PID.

Santé :

Le manque de ressources humaines dans les centres médico-sociaux reste une préoccupation importante et un obstacle à la réactivation des services au niveau périphérique. Le gouvernement ne pourra aborder ce problème que de façon limitée. Le recrutement est souvent difficile. Les partenaires ont souligné la nécessité d'aborder éventuellement cette question sous forme de

rotations du personnel entre les secteurs, redistribution du personnel dans les secteurs ou avec un système de motivations ou primes d'encouragement. Les LRRD dans le secteur de la santé sont en fait très complexes. Il est difficile pour la DG ECHO d'aborder ces problèmes de ressources humaines, puisque cela exige une approche sectorielle à long terme pour laquelle la DG ECHO n'est pas le partenaire le plus approprié. Néanmoins, la DG ECHO par l'intermédiaire de ses partenaires, ainsi que les organismes du gouvernement (districts etc), et d'autres donateurs continuera à militer pour un renforcement des capacités et une amélioration des services de santé; amélioration de la collecte des données sur la santé, analyse et *feed back* et un système commun de planification, de contrôle et d'évaluation de l'impact, en conformité avec les normes nécessaires minimales de « Sphere ». Le problème du manque de surveillance et de la gestion des centres médico-sociaux périphériques (HC) doit être résolu.

Les soins de santé primaires restent une priorité de base. La DG ECHO continuera à soutenir la fourniture de services de soins de santé de base grâce aux structures déjà existantes ou nouvelles du Ministère de la santé et du Département de district des services de santé (MoH/DDHS) et plus particulièrement les structures sanitaires des communautés (CHWs – les agents de santé communautaires, les 'sages-femmes' – TBAs -, les personnes de ressources communautaires – CORPs -, etc). L'amélioration de la mobilisation sociale et l'amélioration des capacités des structures sanitaires précitées seront d'une importance considérable pour la promotion de la santé, la prévention des maladies, les soins à domicile et la collecte de données. Une approche holistique et intégrée, dans laquelle les partenaires, en coopération avec les HC devra anticiper les conditions requises pour réactiver un service de qualité. Un engagement et/ou une contribution claire du gouvernement devront être reçus avant l'investissement dans les structures de santé du gouvernement.

L'aide limitée aux cinq hôpitaux principaux dans le nord peut être encore considérée. Les programmes de VIH/SIDA, les campagnes d'immunisation et de vaccination, les programmes de santé maternelle et de l'enfance, le déroulement du nouveau protocole de traitement de la malaria et la réponse rapide aux épidémies restent des interventions importantes.

Moyens de subsistance et sécurité alimentaire :

Le Processus d'Appels Consolidés (PAC) des Nations Unies a identifié l'aide alimentaire ainsi que la sécurité alimentaire et l'assistance pour assurer des moyens d'existence comme des priorités pour le Nord de l'Ouganda.

L'accès à la terre fournit le moyen d'existence de base du déplacé. Comme mentionné ci-dessus, les résultats préliminaires de l'étude sur l'accès/utilisation de la terre de la FAO (Food and Agriculture Organization) effectuée de concert avec le Programme Alimentaire Mondial (World Food Program, WFP) dans tous les sous-comtés de la sous-région d'Acholi, indiquent que l'accès à la terre a augmenté de 40% à travers tous les districts dans la sous-région. Tandis que plus de 80% des personnes ont reçu des semences, 85% des répondants à l'enquête ont indiqué que les quantités de semence étaient insuffisantes pour leur permettre de produire assez de produits alimentaires ou de semences excédentaires pour la saison ultérieure. Cette enquête a également relevé que 80% du bétail a été perdu pendant l'insurrection. Cela nécessite le soutien au réapprovisionnement et le développement de la traction animale pour accroître la productivité et diversifier les revenus.

L'aide alimentaire sera encore soutenue en 2008 en vertu de la décision d'aide alimentaire, principalement via le PAM et avec une attribution prévue de 4.000.000 euros. À la place, la sécurité alimentaire et l'aide accrues en moyens de subsistance restent une priorité stratégique pour la DG ECHO, à traiter via le Plan Global. L'aide à la sécurité alimentaire est passée de 15% en 2004 à 25% en 2006 et sera encore augmentée en 2008. Stimulation du marché local, amélioration de la productivité, multiplication des semences et activités génératrices de revenu ainsi que la participation active des PID pour opérer des choix devrait faire partie intégrante de cette diversification. Cela comprendra l'appui à l'ouverture des terres et au réapprovisionnement

du bétail. La DG ECHO est également en faveur d'une augmentation de l'accès aux marchés, schèmes 'Cash for Work', des systèmes de bons et des foires de semence.

L'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA, Emergency Food Security Assessment) conduite en mai 2007 a fait état d'une amélioration globale du niveau d'indépendance des PID dans le nord de l'Ouganda, principalement due, comme mentionné ci-dessus, à une augmentation de la terre accessible pour la culture. Comme prévu dans la CAP 2007, un ajustement de la ration a donc été mis en oeuvre pour les PID à partir du mois de juillet de cette année, réduisant la ration alimentaire générale de 60% (taux actuel d'indemnité journalière recommandée) à 40%.

En 2008, la sécurité alimentaire et l'autonomie des déplacés qui rentrent chez eux exigeront le contrôle étroit des projets et une évaluation d'impact sur la consommation des ménages et la valeur nutritive. À long terme, il est bien plus bénéfique et efficace de soutenir les interventions de sécurité et de moyen de subsistance alimentaires plutôt que l'aide alimentaire.

Biens non alimentaires :

La politique relative aux biens non alimentaires sera menée suivant les besoins des déplacés qui rentrent chez eux et/ou la possibilité de changements radicaux sur le terrain (retour ou détérioration de la sécurité). Ces déplacés auraient besoin d'équipements de reclassement ciblés et évalués contenant des articles tels que des semences, des outils, des moustiquaires, des matériaux d'abri pour les groupes vulnérables et des aides alimentaires afin de soulager la transition vers leurs villages et réduire le facteur d'attraction possible des camps de PID. Les pilules pour les femmes et les préservatifs pour la prévention de VIH/SIDA sont également nécessaires.

Protection :

La DG ECHO considère l'aide aux personnes extrêmement vulnérables (EVI, Extremely Vulnerable Peoples) comme une action de protection importante. Il est néanmoins, important de considérer les facteurs qui empêchent le retour des EVI avec des actions ciblées visant à des solutions durables.

L'aide aux structures communautaires pour la protection de l'enfance sera poursuivie. La DG ECHO s'attend à ce que l'UNICEF assure un cadre cohérent de protection pour les enfants. La DG ECHO a reconnu différents niveaux de performance des comités de protection de l'enfance (Child Protection Committees, CPC). L'examen récent des CPC a affiché des résultats moins positifs : les mauvaises performances des CPC et un manque de clarté sur leurs rôles. La participation de la police dans les CPC a été également remise en cause. La participation des agents communautaires de développement dans les CPC serait une approche correcte et importante pour la durabilité de telles structures communautaires.

Les anciens combattants revenant de la guerre doivent être assurés du traitement humain par leurs interlocuteurs selon les conventions de Genève. La réintégration à caractère communautaire continuera à être soutenue pour les enfants précédemment enlevés, les mères d'adolescent et d'enfant. Toute une série d'approches sera soutenue à la fois dans les camps et les zones de retour pour assurer la continuité et la durabilité du processus de réintégration; un soutien limité aux centres d'accueil pour les enfants précédemment enlevés peut être considérée le cas échéant.

La DG ECHO considère également la possibilité d'une aide minimale dans le domaine de l'éducation. La séparation familiale (une préoccupation croissante) est en partie liée à la pénurie de services d'enseignement dans les zones de retour. La DG ECHO compte intervenir de manière limitée dans le domaine de la réhabilitation et des logements du personnel. Un engagement et une contribution clairs du gouvernement devront être reçus avant l'investissement dans les structures scolaires. L'institutionnalisation des interventions est appropriée et importante pour la suite.

La DG ECHO reconnaît également le danger que représentent les mines terrestres pour les PID et les rapatriés. Elle soutiendra donc les activités de sensibilisation sur le danger des mines anti-personnelles. Les habitants des camps et les citoyens devront eux aussi apprendre à reconnaître et à signaler ces explosifs.

Coordination :

La coordination des activités humanitaires a constamment besoin d'être améliorée. Le manque de coordination efficace risque d'entraîner la duplication des activités, la frustration des acteurs humanitaires et des charges de travail inutiles. De meilleures données, l'analyse rigoureuse, le partage de l'information ainsi que l'aide continue de l'approche 'cluster' des NU seront soutenus par la DG ECHO. L'UNOCHA maintiendra un rôle important dans les forums des donateurs et dans le cadre du transfert des opérations humanitaires aux fonds de développement.

Les besoins humanitaires dans l'Acholi sont susceptibles de changer de nature – mais pas de volume. Un financement humanitaire sera encore nécessaire en 2008 pour assurer que les populations vulnérables ne soient "laissées sur le carreau"

Les opérations humanitaires dans les camps de PID se focaliseront sur l'entretien et le fonctionnement des services minimaux. En ce qui concerne le retour des EVI, la mise en œuvre de solutions durables devra être recherchée au travers de la protection et d'actions ciblées.

La flexibilité des partenariats, permettant une réponse rapide à la situation sur le terrain en constante évolution et les plans de contingence pour assurer des réponses appropriées selon les besoins est essentielle et sera considérée comme obligatoire. Le nord de l'Ouganda n'est pas encore "au bout de ses peines".

Les partenaires seront encouragés à développer des programmes efficaces et orientés sur les résultats, ainsi que des approches innovatrices utilisant de nouvelles technologies. Le partage d'information, telle que le *brainstorming* sur les approches de projet, l'analyse de données et le *feed back*, ainsi que la cohérence sur les taux de mortalité et de malnutrition sera encouragé et soutenu.

La situation d'urgence actuelle due aux inondations à l'est de l'Ouganda est grave, et la DG ECHO envisage de répondre par une décision d'urgence. Néanmoins, grâce à notre évaluation sur le terrain, nous avons pu constater que la situation n'est pas aussi désastreuse et répandue qu'indiquée dans l'appel des Nations unies (UN flash Appeal). Les inondations ont entraîné le délavage et la saturation des sols, plutôt que des surfaces entières de culture sous eaux. Les inondations ont principalement affecté la sécurité alimentaire – aussi bien à court (aide alimentaire) qu'à moyen terme (sécurité alimentaire). Dans la région des Acholi les inondations ont principalement affecté l'état des routes. De nombreuses routes ont été coupées en raison des pluies. En collaboration avec d'autres donateurs la DG ECHO prévoit de fournir l'aide principale pour l'aide alimentaire et le service alimentaire, eau et assainissement et la logistique (réparation des routes et des passerelles, transport d'aide alimentaire). Dans les régions de Teso et de Lango, le Plan Global 2008 pourra fournir un soutien supplémentaire aux déplacés qui rentrent chez eux par des interventions bien conçues en matière de sécurité alimentaire.

En 2008, la DG ECHO continuera à renforcer sa stratégie LRRD avec les différents services de la Commission concernés ainsi que les partenaires de mise en œuvre de la DG ECHO. Le LRRD continue à s'accélérer en Ouganda. Les stratégies de sortie par des partenaires de la DG ECHO ont été mises en œuvre depuis 2006 où la collaboration avec les autorités locales et de sous-comté a été renforcée en permanence. La délégation de la CE refocalise également son attention sur LRRD et contribue favorablement au processus LRRD par le programme NUREP, les

installations hydrauliques (2 projets en Ouganda du nord) et le 10ème FED¹⁵, notamment via le secteur (*focal sector*) nommé 'La résolution de conflit et la récupération agricole de l'Ouganda du Nord'. Le secteur essentiel comme la santé, reste le plus approprié pour les approches LRRD et cela continuera à être souligné dans les forums appropriés tout au long de 2008.

Considérant la réponse globale des donateurs dans les zones touchées par le conflit, particulièrement le NUREP et les projets d'installations hydrauliques, ainsi que les besoins humanitaires actuels et l'importance de consolider davantage le LRRD, la DG ECHO continuera à fournir un financement humanitaire substantiel dans l'Ouganda du Nord.

Les besoins susmentionnés de gestion des camps et de planification ainsi que le contrôle du retour n'ont pas été inclus dans ce Plan Global, mais seront adressés par une décision ad hoc distincte de 2.000.000 euros (utilisant des fonds de réserve de 2007).

Le bureau d'assistance technique de la DG ECHO sur place assurera que la stratégie est appliquée sur place.

Les objectifs de la DG ECHO se présentent de la manière suivante :

Objectif principal : Aider les groupes vulnérables de population touchés par l'insécurité et les risques climatiques.

Objectifs spécifiques :

- Dans le cadre du retour actuel des populations déplacés internes et de la phase transitoire, l'objectif est de fournir l'aide appropriée aux déplacés qui retournent chez eux, tout en continuant à aider la population la plus vulnérable dans les camps de PDIP, avec les services de base minimaux dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, la santé, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaire, la protection, la formation et l'enseignement.
- Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales, bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.

¹⁵ Plusieurs subventions ont été attribuées à des partenaires d'ECHO dans le cadre du programme NUREP (Programme de réadaptation de l'Ouganda du Nord) du 9ème FED de 20.000.000 EUR. Le transfert aux partenaires financés par la DG ECHO existants est bienvenu et sera encore encouragé comme stratégie systématique pour le LRRD à l'avenir. Au titre de la facilité eau, 2 projets hydrauliques touchent le Nord de l'Ouganda (L'AMREF pour 4.000.000 EUR et UNICEF pour 5.000.000). La DG ECHO a contribué à faire de la résolution de conflit et la stabilisation agricole de l'Ouganda du nord un domaine de concentration dans le cadre du 10ème FED.

Les actions envisagées sont liées aux interventions précédentes dans le nord, notamment les interventions humanitaires financées par ECHO, celles du 9ème FED, notamment le programme NUREP, et les actions financées sous la ligne budgétaire de la sécurité alimentaire. Cette continuité contribue à l'efficacité des interventions visant la résolution du conflit et la réduction de la pauvreté. Elles se concentreront sur différents domaines prioritaires décrits dans le projet du gouvernement, "Plan de paix, **recovery** and développement plan" (PRDP). Ceux-ci comprennent: i. la Consolidation de l'autorité gouvernementale (aide aux institutions de justice, loi et gouvernements locaux). ii. La Reconstruction et développement des communautés (stabilisation et développement communautaire, services et moyens de subsistance sociaux et de base); iii. Le Soutien au processus de paix et réconciliation (amnistie, démobilisation, réintégration, sécurité, résolution de conflit). Cette approche multisectorielle a la reconstruction, mise en œuvre avec différents partenaires (par exemple, les gouvernements locaux, la société civile, les ministères, les ONG), assurera des adaptations flexibles des interventions à la situation de la stabilisation actuelle dans les différentes régions de l'Ouganda du Nord et également dans la région de la Karamoja, à partir de 2009.

L'objectif spécifique de ce secteur est de contribuer à la résolution du conflit et aux efforts de réhabilitation dans l'Ouganda du Nord, y compris la Karamoja, à travers une aide dans les domaines prioritaires identifiés dans le cadre du programme PRDP. Un montant indicatif de **€50 million** sera alloué à cet objectif, avec les attributions complémentaires prévues dans le cadre des tranches supplémentaires. L'expérience acquise pendant les interventions précédentes du FED dans le Nord sera dûment prise en considération.

- Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.

Afin de maximiser l'impact de l'aide humanitaire aux victimes, la Commission décide de maintenir un bureau de soutien de DG ECHO situé à Kampala. Ce bureau évaluera des propositions de projet, coordonnera et contrôlera la mise en œuvre des opérations humanitaires financées par la Commission. Le bureau fournit la capacité d'assistance technique et la logistique nécessaire pour la réalisation de ses tâches.

4.6. Durée

La durée pour la mise en œuvre de la présente décision sera de 18 mois et commencera le 1er janvier 2008. Les opérations humanitaires financées par la présente décision doivent être mises en œuvre au cours de cette période.

En raison du niveau de l'insécurité et de la situation en pleine évolution sur le terrain, la durée de 18 mois est nécessaire afin de permettre à des partenaires de DG ECHO de mettre en œuvre entièrement leurs projets. Les opérations humanitaires financées par la présente décision doivent être mises en œuvre au cours de cette période. Les dépenses en vertu de la présente décision seront éligibles du 1er janvier 2008.

Si la mise en œuvre des actions envisagées dans la présente décision est suspendue en raison *de la force majeure*, ou de toute circonstance comparable, la période de suspension ne sera pas prise en considération pour le calcul de la durée des opérations humanitaires d'aide.

Selon l'évolution de la situation sur le terrain, la Commission se réserve le droit de mettre un terme aux accords signés avec les organisations humanitaires de mise en œuvre quand la suspension des activités est pour une période de plus d'un tiers de la durée prévue totale de l'action. À cet égard, la procédure établie dans les conditions générales de l'accord spécifique sera appliquée.

4.7. Montant de décision et matrice de programmation stratégique

4.7.1. Montant total de la décision : 12.000.000 EUR

4.7.2. Matrice de programmation stratégique

MATRICE DE PROGRAMMATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN GLOBAL 2008 DE L'OUGANDA

Objectif principal	Venir en aide aux groupes de population touchés par l'insécurité et les dangers climatiques.				
Objectifs spécifiques	Montant alloué (EUR)	Zone géographique d'opération	Activités proposées	Résultats escomptés/indicateurs	Partenaires potentiels
<p>Objectif spécifique 1 :</p> <p>Dans le cadre du retour actuel des populations déplacés internes et de la phase transitoire, l'objectif est de fournir l'aide appropriée aux déplacés qui retournent chez eux, tout en continuant à aider la population la plus vulnérable dans les camps de PDIP, avec les services de base minimaux dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, la santé, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaire, la protection, la formation et l'enseignement.</p>	<p>10.900,000</p>	<p>Nord de l'Ouganda</p>	<p>Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien aux initiatives visant à réduire l'incidence des maladies infectieuses et prévisibles par la vaccination ; - Prévention et contrôle des épidémies ; - Contribution à la prévention, au contrôle et au traitement de la malaria, via une distribution majeur des ITNs/bednets, "deux Lango", de STIs, rougeole ; - Intégration des composantes relatives au VIH/SIDA dans toutes les interventions financées par la DG ECHO en conformité avec les consignes de la DG ECHO et contribution à l'analyse des niveaux d'infection du VIH/SIDA dans les camps du nord; - Promotion une attention particulier sur le problème du choléra et d'autres maladies <u>liées a l'eau</u>. - Soutien au traitement de la malaria avec le ACT - Wat/SAN : - Initiatives de soutien améliorant la disponibilité de l'eau salubre et sensibilisation par rapport à l'hygiène environnementale et personnelle dans les camps de déplacés ; - SA (sécurité alimentaire) /soutien d'activités de subsistance : - Promotion des projets de moyen de subsistance adaptés qui prennent en considération les conditions locales et la connaissance communautaire ; - Augmentation des interventions en matière de sécurité alimentaire à l'attention des rapatriés et des PID dans les camps ; - Initiatives visant à analyser les causes de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Santé : - Réduction ou prévention des foyers d'épidémies - Poursuite du traitement des traumatismes liés à la guerre dans les hôpitaux urbains et ruraux et dans les centres sanitaires. - Identification des causes de la malnutrition - Maintien de la mortalité infantile en-dessous des seuils d'urgence - Introduction plus large de la prévention de la transmission du SIDA de la mère à l'enfant (PTME) par rapport à la situation actuelle - Réduction des incidences de malaria - Wat/SAN : - maintien de l'approvisionnement en eau des camps au-dessus de 4l/j dans les cas les plus graves - sensibilisation accrue de la population cible aux pratiques d'hygiène environnementale et personnelle - meilleure mise en œuvre des latrines les plus appropriées en fonction de l'environnement de camp spécifique ; - FS/moyens de subsistance : - Disponibilité accrue d'aliments issus de l'autoproduction parmi les parmi les PID et les rapatriés - Protection : - Amélioration du taux de réinsertion des anciens combattants dans la société - Amélioration du mécanisme de protection de l'enfance dans les camps de déplacés 	<p>ACH – ESP, ACF-FRA, ACTIONAID, ACTED, AISPO – ITA, AVSI, CARE – UK, CINS, CONCERN, WORLDWIDE, COOPI, CROIX-ROUGE - CICR- ICRC –CH, CUAMM, DANISH RED CROSS, DANCHURCH AID – DNK, FIDA, GERMAN AGRO ACTION, GOAL, IRC – UK, IOM, MALARIA CONSORTIUM, MEDAIR UK, MSF – CHE, MSF – FRA, MSF – NLD, MSF-E, Mercy Corps-UK, NRC, OXFAM – UK, SAVE THE CHILDREN – UK, UN - FAO-I, UN - UNHCR – BEL, UN - UNICEF – BEL, UN – UNOCHA, UNDP, UN – WHO, WORLD VISION DEU, WORLD VISION UK Caritas – DEU; ASB – DEU; ZOA.</p>

			malnutrition ; - Protection : - Activités de réinsertion pour les enfants, les FAP et les adultes ; - Amélioration du mécanisme de protection de l'enfance par l'entremise de l'UNICEF et d'autres partenaires ;		
Objectif spécifique 2 : Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales, bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.	450, 000	Nord de l'Ouganda	- Coordination : Poursuite de la coordination des activités d'aide humanitaire par un soutien à l'OCHA, en mettant particulièrement l'accent sur le partage et la mise en concordance des informations.	- Coordination : - Amélioration de la qualité des groupes de travail techniques, ayant un impact sur la coordination et les niveaux d'évaluation et de réponse ; Atteinte d'un consensus sur les données relatives à la MGA, à la MSA, aux taux de mortalité, à l'approvisionnement en eau des camps et à la disponibilité de latrines dans les camps - Renforcement, extension géographique et approfondissement du rôle et de la présence de l'OCHA	UNOCHA
Objectif spécifique 3 : Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.	15 0.000	Kampala	- Assistance de la DG ECHO dans l'appréciation des propositions de projet, la coordination et le suivi des opérations humanitaires - Gestion quotidienne du budget et du personnel du bureau de soutien, ainsi que de la conception et, si nécessaire, de la mise en œuvre des campagnes d'informations et de communication sur le terrain - Conseil à la DG ECHO sur la stratégie de programme - Information des partenaires sur la stratégie de la DG ECHO - Représentation de la CE au niveau technique - Rapport au siège de Bruxelles	- 100% des fonds du plan global contractés - Réalisation à 100% des liquidations - Accès aux bénéficiaires ciblés - Livraison des rapports en temps utile.	
Évaluation des risques	Les partenaires ont analysé la situation sécuritaire avant d'acheminer l'aide.				
Hypothèses	Aucune détérioration majeure de la situation sécuritaire n'est observée. Les épidémies sont contenues. La situation climatique reste stable. Des plans de contingence sont planifiés lors de la phase de conception de projet				

	La pérennité, lorsqu'elle est prévue, peut se matérialiser L'accès aux sites de retour est acceptable	
Réserve pour imprévus	500.000	
Coût total	12, 000, 000	

5. ÉVALUATION

En vertu de l'article 18 du règlement (CE) No.1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire, la Commission est invitée "à évaluer régulièrement les opérations d'aide humanitaire financées par la Communauté, afin d'établir si elles ont atteint leurs objectifs et de produire des consignes pour améliorer l'efficacité des opérations ultérieures." Ces évaluations sont structurées et organisées en questions transversales et générales provenant de la Stratégie Annuelle de la DG ECHO. À titre d'exemple, on retrouve des questions liées à l'enfant, à la sécurité des représentants d'organismes humanitaires, au respect des droits de l'homme et de la femme. Chaque année, un programme d'évaluation indicatif est établi après un processus consultatif. Ce programme est flexible et peut être adapté pour inclure des évaluations qui n'avaient pas été prévues dans le programme initial, en réponse aux événements particuliers ou aux changements de circonstances. De plus amples informations peuvent être obtenues à :

http://ec.europa.eu/echo/evaluation/index_en.htm.

6. IMPACT SUR LE BUDGET - ARTICLE 23.02.01

-	CE (EUR)
Projet de dotations budgétaires pour 2008	- 499.095.000
Budgets supplémentaires	-
Transferts	-
Total des crédits disponibles	-
Total exécuté à ce jour (par..)	-
Solde disponible	-
Montant total de la décision	1 2.000.000

7. QUESTION DE GESTION

Les actions d'aide humanitaire financées par la Commission sont mises en oeuvre par les ONG, les agences spécialisées des États membres, et les organisations de la Croix-Rouge sur base des contrats-cadre de partenariat (Framework Partnership Agreements, FPA) et par les organisations des Nations unies basées sur l'accord-cadre financier et administratif (FAFA) conformément à l'article 163 des règles de mise en oeuvre du règlement financier. Ces accords-cadres définissent les critères d'attribution d'accords de subvention et de financement des accords conformément à l'article 90 des règles de mise en oeuvre et peuvent être trouvés sur le site suivant : http://ec.europa.eu/echo/partners/index_en.htm.

Les différentes subventions sont attribuées sur base des critères énumérés dans l'article 7.2 du règlement d'aide humanitaire (capacité technique et financière, promptitude et l'expérience, résultats des interventions précédentes...).

Annexes:

Annexe 1 : Vulnérabilité et indice de crises


Annexe 2 : Carte du pays et localisation des interventions de la DG ECHO

Annexe 3 : Liste des opérations antérieures de la DG ECHO

Annexe 4 : Assistance fournie par d'autres donateurs

Annexe 5 : Liste des abréviations

Annexe 1 : Vulnérabilité et indice de crises du Corne de l'Afrique

Vulnérabilité et indice de crise																			
																			
Indice de vulnérabilité (VI)												Indice de crise (CI)							
<i>Pays - GNA 2007-08</i>	scorerad	aver.	HDI	Hpi-1	HDI/HPI	R+I+r	R+I+r/2	UÜW	U5M	U5	Santé + inégalité	C/ND/R	Conflit	ND	Ref+IDP				
Djibouti	3	2.38	3	2	2.5	4	2	3	3	3	2.0	3	0	3	0				
Érythrée	3	2.38	3	2	2.5	4	2	3	2	2.5	2.5	0	0	0	0				
Éthiopie	3	2.19	3	3	3	2	1	3	3	3	1.8	3	2	3	0				
Kenya	3	2.31	3	2	2.5	4	2	3	2	2.5	2.3	2	0	2	2				
Somalie	3	2.75	x	3	3	5	2.5	3	3	3	2.5	3	3	3	3				
Soudan	3	2.44	2	2	2	6	3	3	2	2.5	2.3	3	3	3	3				
Ouganda	3	2.44	2	2	2	5	2.5	3	3	3	2.3	3	1	2	3				

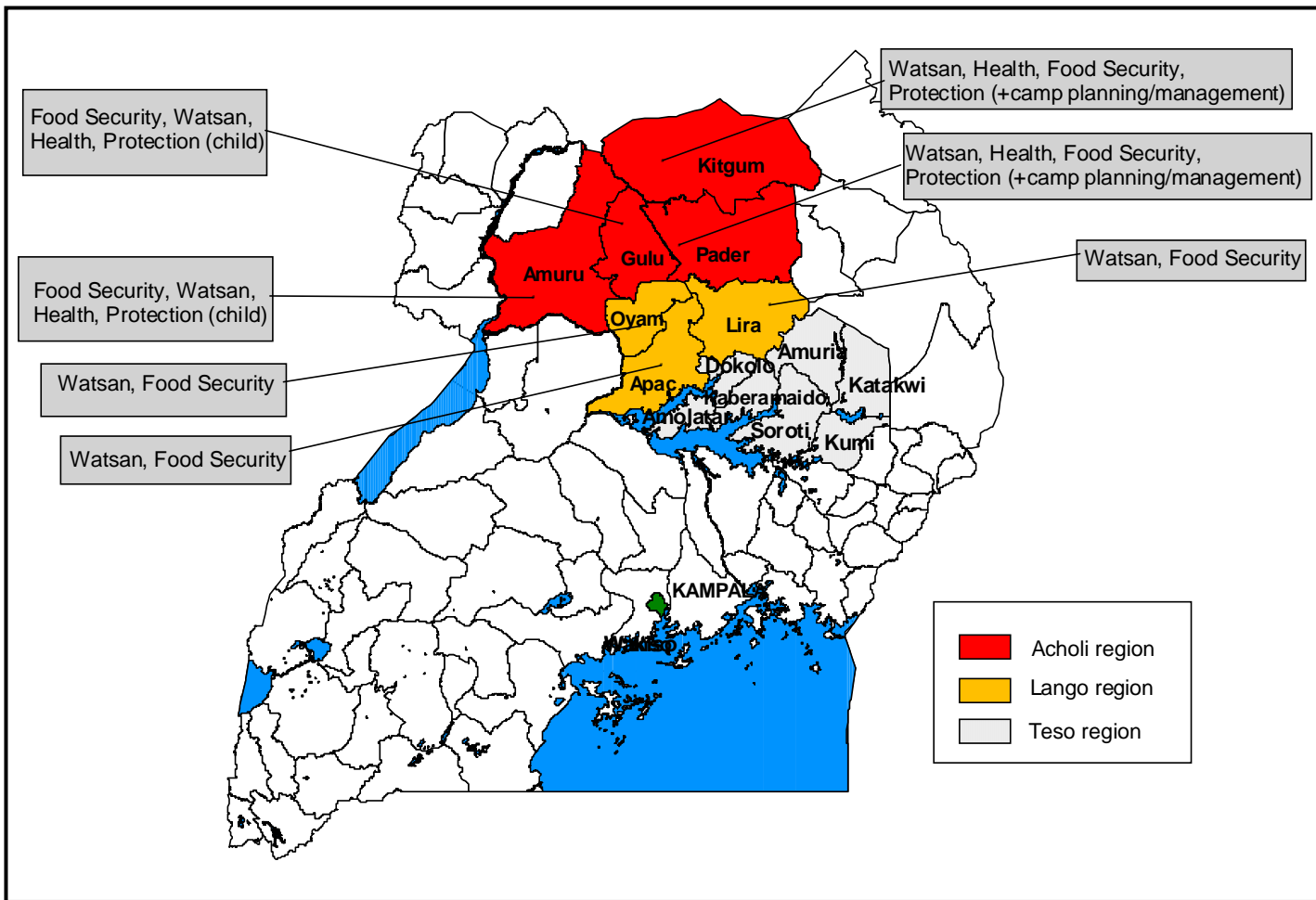
HDI : Indicateur de développement humain

HPI : Indicateur humain de pauvreté

R+I+r : Refugees/IDPs/Returnees

Annexe 2 : Carte des pays et emplacement des opérations de DG ECHO

Carte des pays et emplacement des opérations de DG ECHO en 2007



Annexe 3 : Liste d'opérations précédentes de DG ECHO

Liste d'opérations précédentes de DG ECHO en Ouganda				
Nombre de décision	Type de décision	2005 EUR	2006 EUR	2007 EUR
ECHO/UGA/BUD/20 04/01000	Plan global			
ECHO/UGA/EDF/200 4/02000	Non urgence			
ECHO/UGA/EDF/200 4/01000	Non urgence			
ECHO/UGA/BUD/20 05/01000	Plan global	14.000.000		
ECHO/UGA/BUD/20 06/01000	Plan global		15.000.000	
ECHO/UGA/EDF/200 6/01000	Non urgence		4.000.000	
ECHO/UGA/BUD/20 07/01000	Plan global			13.000.000
Écho- FA/BUD/2007/01000	Aide alimentaire			8.000.000
	Total partiel	14.000.000	19.000.000	21.000.000
	Total général	54.000.000		

Daté : 24 septembre
2007
Source : ESPOIR

Annexe 4 : Aperçu des contributions des donateurs

Donateurs en OUGANDA ces 12 derniers mois de **						
1. Les États membres (* de l'UE)		2. Commission européenne			3. Autres	
USD		EUR			USD	
Autriche	779.846	DG ECHO		21, 000, 000	États-Unis	54.400.161
Belgique	1.161.011	DG DEV (FED 2003-2007 d'octrois d'ENV de A le 9ème)		267,335.900	Canada	8.271.512
Chypre		DG DEV (LE 9ÈME FED 2003-2007 D'ATTRIBUTIONS B-ENV) * * *		58.500.000	Norvège	4.745.296
République tchèque					Australie	2.788.007
Danemark	2.051.318				Japon	2.008.925
Estonie					Suisse	1.255.435
Finlande	2.022.951				Turquie	200.000
France	877.152					
Allemagne	2.415.720				Cerf	7.000.000
Grèce						
Hongrie						
Irlande	3.04.112					
Italie	1.010.380					
Lettonie						
Lituanie						
Luxembourg						
Malte						
Pays-Bas	8.125.527					
Pologne						
Portugal						
Slovaquie						
Slovénie						
Espagne	666, 665					
Suède	9, 072, 572					
Royaume-Uni	32, 287, 398					
Total partiel	60.470.540	Total partiel			Total partiel	72.413.901
	114.870.701	Total général		7 9, 767, 336		

Daté : 13 juillet 2007

(*) source : UNOCHA FTS <http://www.reliefweb.int/fts>

Les cellules vides signifient qu'aucune information est disponible ou aucune contribution.

(* *) le 9ème FED couvre la période 2003-2007.

(* ** *) la DG ECHO a utilisé 16.620.000 EUR sur cette ligne les années précédentes.

Annexe 5 : Liste d'abréviations

ACF	Action contre la faim
ACT	Thérapie de combinaison d'Artemisin pour la malaria
AMREF	Fondation africaine médicale et de recherche
ASTU	Anti-stock unité de vol
CAP	Processus consolidé d'appels
Cpc	Comité de Protection de l'enfance
DDHS	Directeur du service sanitaire de district
DEV	Direction générale de développement de la Commission européenne
RDC	République démocratique du Congo
DG ECHO	direction générale Aide humanitaire de la Commission européenne
CE	Commission européenne
EHAP	Plan humanitaire d'action d'urgence
FED	Le Fonds européen de développement
EFSA	Evaluation d'urgence de la sécurité alimentaire
UE	Union européenne
FAP	Personnes précédemment enlevées
La FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
EVI	Personnes extrêmement vulnérables
GAM	Malnutrition globale aiguë
GBV	Violence fondée sur le sexe
GoU	Le gouvernement de l'Ouganda
GP	Plan global
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience/syndrome acquis d'immunodéficience
HTD	Donateur technique humanitaire
IASC	Comité permanent inter-agences
IATC	Le Comité technique inter-agences
JMC	Comité de suivi commun
PDIP	Personnes déplacées à l'intérieur du pays
ITN	Moustiquaires imprégnés d'insecticide
LRA	Lord's Resistance Army
LRRD	Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement
LDU	Unité de défense locale
l/p/day	Litres par personne par jour
MoH	Ministère de la Santé
NFI	Articles non alimentaires
ONG	Organisation non gouvernementale
NRC	Norwegian Refugee Council
NUREP	Programme de réhabilitation du nord de l'Ouganda
OCHA	Bureau pour la coordination de l'aide humanitaire
OPM	Cabinet du Premier Ministre
SAM	Malnutrition aiguë grave
SCP	Unité spéciale de police
NU	Les Nations unies
UNICEF	Le fonds pour l'enfance des Nations unies
UXO	Munition non explosée
PAM	Programme alimentaire Mondial
L'OMS	L'Organisation Mondiale de la Santé